AMF-UMOA
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DE L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE

N°2 JUIN 2025

BULLETIN CONJONCTUREL DU MARCHE FINANCIER REGIONAL DE L'UMOA



DEUXIEME TRIMESTRE 2025

République de Côte d'Ivoire | Abidjan - Plateau Avenue Joseph ANOMA | 01 BPM 1878 Abidjan 01
Tél. : +225 27 20 21 57 42 | 27 20 31 56 20 | Email : presidence@amf-umoa.org | Site web : www.amf-umoa.org

SOMMAIRE

EXECUTIVE SUMMARY

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET DES MARCHES FINANCIERS AU COURS DU DEUXIEME TRIMESTRE 2025

I. Tendances macroéconomiques au niveau mondial

II. Aperçu des marchés financiers africains

III. Situation économique au niveau de la zone UMOA et du marché financier régional et perspectives

CONCLUSION

EXECUTIVE SUMMARY

Au deuxième trimestre 2025, l'économie mondiale a continué de faire face à des perturbations majeures, notamment les tensions commerciales qui se sont ajoutées aux effets persistants de la guerre russo-ukrainienne. Cette conjoncture a entraîné un ralentissement généralisé de la croissance dans les économies avancées, émergentes et en développement, y compris en Afrique subsaharienne. Le FMI prévoit une croissance mondiale de 2,8% en 2025, en baisse par rapport aux 3,3% enregistrés en 2024 et 2023. Les économies avancées devraient croître de 1,4%, avec un ralentissement aux États-Unis (1,8%), tandis que les économies émergentes et en développement atteindraient 3,7%, malgré une baisse notable en Chine (4,0%). Sur le plan monétaire, seule la Banque d'Angleterre a abaissé son taux directeur, alors que la FED, la BCE et la BoJ ont maintenu leurs taux inchangés. Les marchés boursiers américains ont connu une forte reprise, portés par les valeurs technologiques, avec des hausses significatives du NASDAQ (+17,75%), du S&P 500 (+10,57%) et du DOW JONES (+4,98%). En Europe, les performances ont été contrastées, avec des gains pour le DAX (+7,89%) et le BEL20 (+3,24%), mais des baisses pour le CAC40 (-1,60%) et le SMI (-5,61%). En Asie, le KOSPI sud-coréen a explosé (+40,83%), suivi du NIKKEI japonais (+13,67%) et des indices chinois en légère hausse. L'euro s'est apprécié de 4,09% et les prix de l'énergie ont reculé, reflétant les inquiétudes sur la croissance mondiale. En Afrique, la croissance est estimée à 3,8% en 2025, légèrement en baisse, avec une inflation moyenne en recul à 13,8%, favorisée par la baisse des prix de l'énergie. Les marchés boursiers africains ont globalement progressé, notamment au Kenya (+17,29%), au Nigéria (+13,55%) et en Afrique du Sud (+8,79%), tandis que l'indice mauricien SEM ALL SHARE a enregistré une baisse de 6,53%.

L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) maintient une dynamique de croissance soutenue, avec une progression du PIB estimée à 6,4% à fin juin, légèrement en retrait par rapport aux 7,0% du dernier trimestre 2024. Cette performance repose sur la vitalité de secteurs clés tels que l'agriculture vivrière, les industries extractives, le commerce, les services, le transport et les BTP. L'inflation, en baisse à 2,2% contre 2,6% en 2024, a favorisé une politique monétaire plus accommodante de la BCEAO, qui a réduit ses taux directeurs de 25 points de base. Toutefois, les prix des principaux produits exportés ont connu une baisse moyenne de 3,58%, affectés par le recul des prix de l'énergie et de certaines matières premières agricoles et métalliques, malgré la hausse de l'or et des phosphates. Sur le marché financier régional, la BRVM a poursuivi son essor avec des hausses significatives de ses indices : le BRVM Composite (+8,56%), le BRVM 30 (+7,82%) et le BRVM Prestige (+8,72%). La capitalisation boursière totale a progressé de 5,32%, portée par une forte croissance du marché des actions (+11,60%), tandis que le marché obligataire a légèrement reculé (-1,12%). Les indices sectoriels ont majoritairement évolué positivement, notamment la consommation de base (+44,25%) et les services financiers (+7,43%), malgré les baisses dans les secteurs de l'énergie (-7,82%) et des services publics (-3,92%). Les volumes de transactions ont atteint 119,08 millions de titres pour une valeur de 135,74 milliards de FCFA, avec une activité particulièrement soutenue en juin. Les plus fortes hausses ont été enregistrées par UNILEVER CI (+180,46%) et SITAB CI (+80,40%), tandis que TOTALENERGIES MARKETING CI (-23,85%) et NEI-CEDA CI (-18,49%) ont connu les plus fortes baisses. Depuis sa création, le marché

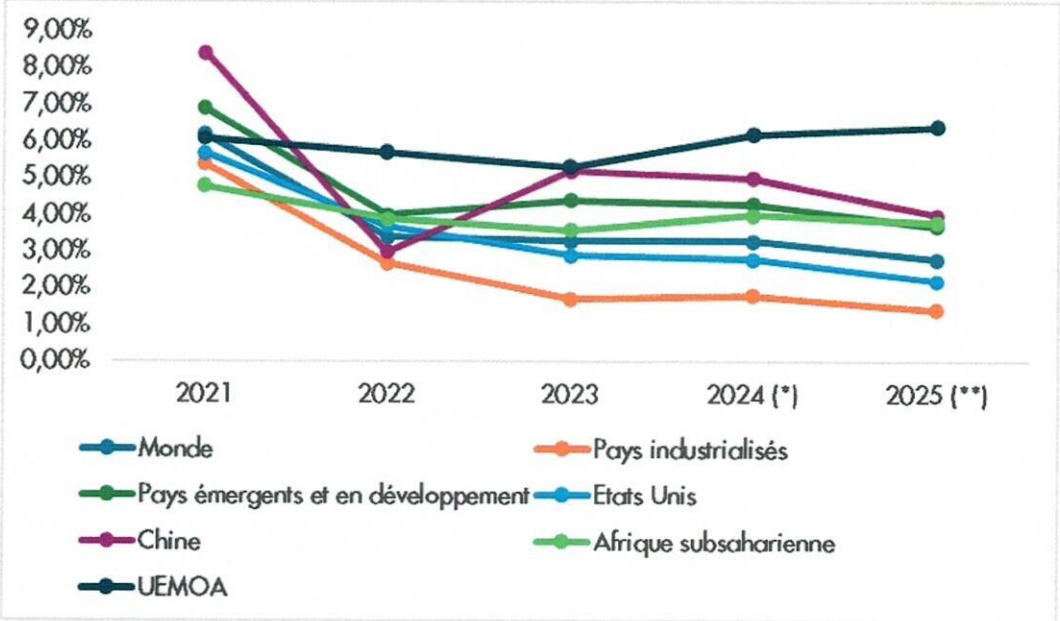
financier de l'Union a mobilisé 23 552 milliards de FCFA, avec une prédominance des titres souverains. Au 30 juin 2025, le marché compte 316 acteurs, en hausse par rapport à l'année précédente. Les perspectives économiques de l'Union restent globalement favorables, mais demeurent tributaires des évolutions géopolitiques, socio-politiques et sécuritaires, appelant à une vigilance stratégique pour préserver la stabilité et soutenir la croissance.

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES ET DES MARCHES FINANCIERS AU COURS DU DEUXIEME TRIMESTRE 2025

I. Tendances macroéconomiques au niveau mondial

L'économie mondiale déjà fragilisée par la guerre russo-ukrainienne, a été davantage perturbée par les tensions commerciales. Un recul de la croissance est observé de façon générale dans les pays industrialisés, les pays émergents et en développement. Cette situation s'explique par l'incertitude liée aux politiques publiques, les tensions commerciales et une demande affaiblie. Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait se situer à 2,8% en 2025, contre 3,3% en 2024 et 2023. Les économies avancées devraient enregistrer une croissance de 1,4%, avec un ralentissement à 1,8% aux États-Unis. Les économies émergentes et en développement devraient croître de 3,7%, malgré un repli de 4,0% de la croissance en Chine.

Graphique 1 : Evolution des taux de croissance économique de 2021 en 2025

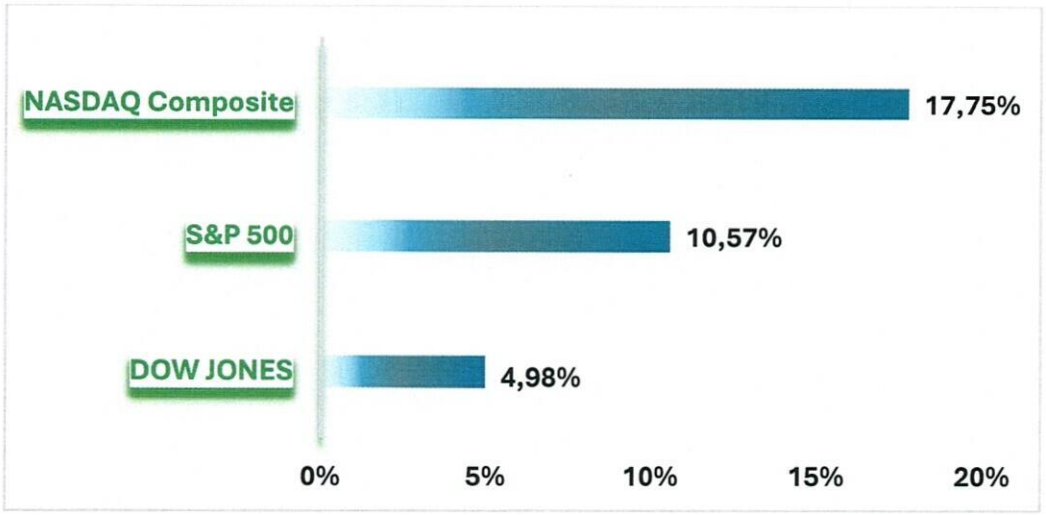


Sources : FMI – Commission UEMOA – BCEAO
(*) Estimation (**) Projection

Concernant la politique monétaire, la Banque d'Angleterre (BoE) a baissé, le 8 mai 2025, son taux des opérations principales de refinancement de 25 points de base, pour le faire passer de 4,50% à 4,25%, tandis que, les taux directeurs des principales banques centrales, notamment la Réserve Fédérale Américaine (FED), la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque du Japon (BoJ), sont restés inchangés.

Au début de l'année 2025, les principaux indices boursiers américains ont été impactés par les tensions commerciales. Après des creux, une forte reprise a été observée en avril et mai, marquée par le rebond des valeurs technologiques. Aux États-Unis, le S&P 500, le NASDAQ Composite et le DOW JONES ont terminé le deuxième trimestre 2025 avec des hausses respectives de +10,57%, +17,75% et 4,98%.

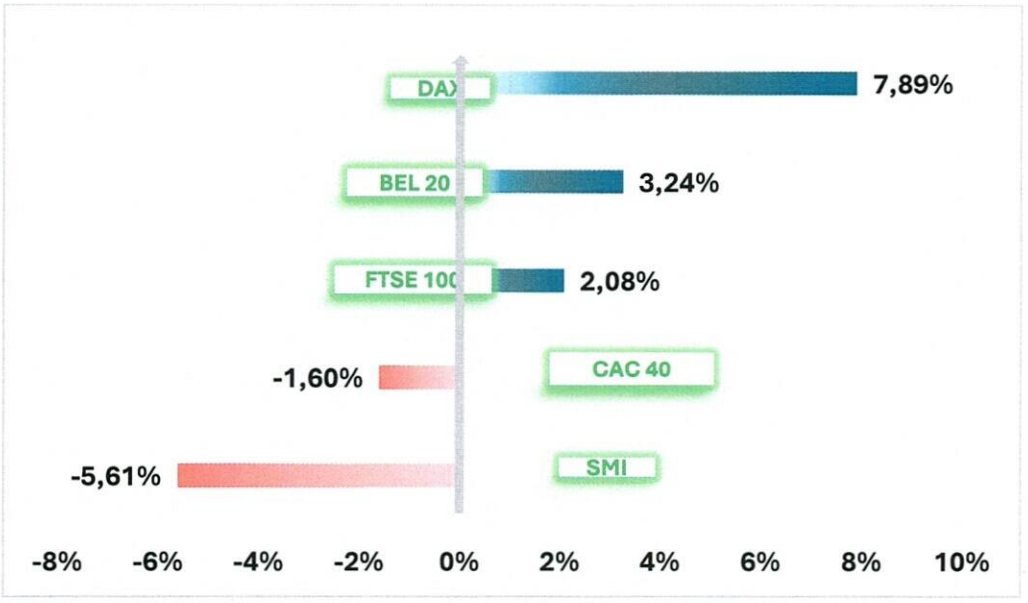
Graphique 2 : Evolution des indices boursiers américains au deuxième trimestre 2025



Source : Boursorama.com

En Europe, les indices ont évolué en ordre dispersé, avec des hausses de 7,89% pour le DAX (en Allemagne) 3,24% pour le BEL20 en Belgique et de 2,08% pour le FTSE 100 (au Royaume-Uni) contre une baisse de 1,60% pour le CAC40 en France et 5,61% pour le SMI en Suisse.

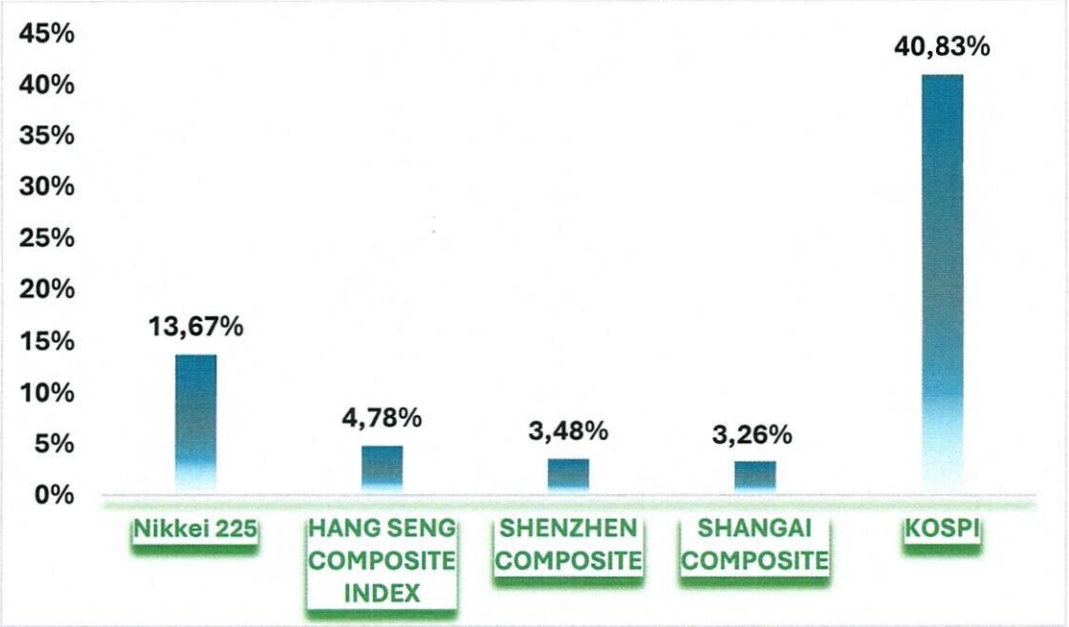
Graphique 3 : Evolution des indices boursiers européens au deuxième trimestre 2025



Source : Boursorama.com

En Asie-Pacifique, l'indice KOSPI (en Corée du Sud) a enregistré une hausse de +40,83%, suivi du NIKKEI 225 (au Japon) avec 13,67%, du HANG SENG Composite Index (à Hong Kong), avec une hausse de +4,78%. En Chine, le SHENZHEN Composite et le SHANGAI Composite ont affiché des hausses respectives de +3,48% et +3,26%.

Graphique 4 : Evolution des indices boursiers asiatiques au deuxième trimestre 2025



Source : Boursorama.com

L'euro s'est modérément apprécié de 4,09% à fin juin 2025 par rapport aux autres principales devises. Les prix du pétrole et du gaz naturel ont baissé, en raison des inquiétudes sur la croissance mondiale et de la fin de la saison de chauffage.

II. Aperçu des marchés financiers africains

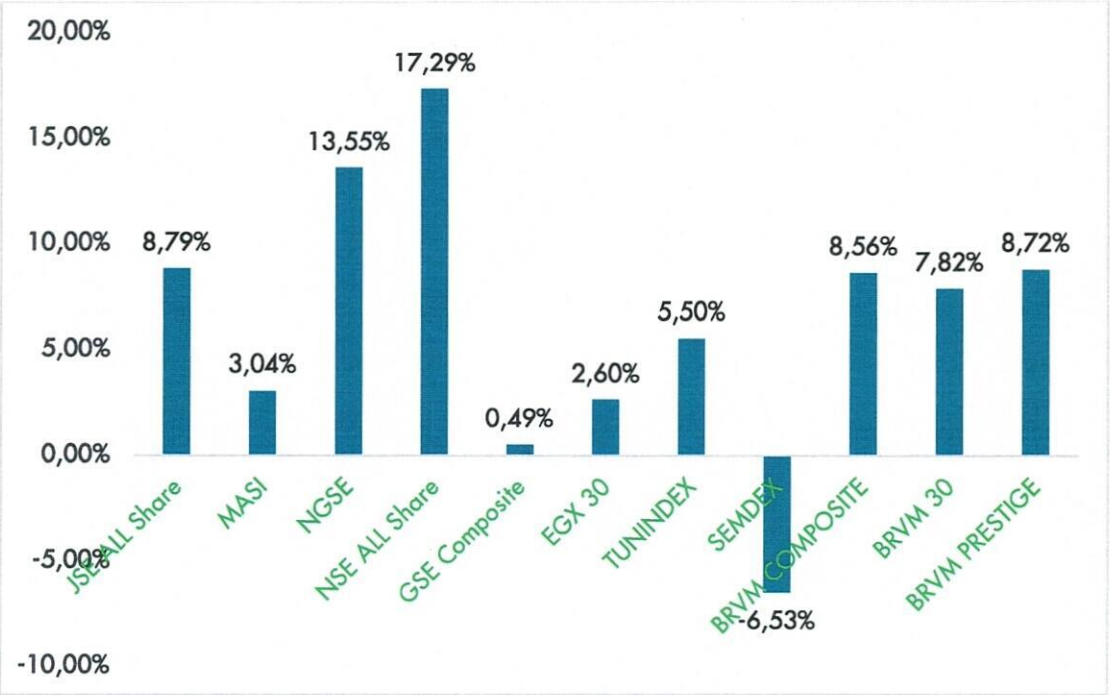
La croissance économique de l'Afrique subsaharienne est estimée à 3,8% en 2025, contre 4,0% en 2024. Malgré une amélioration des performances économiques en 2024, la croissance reste fragile face aux chocs mondiaux et à l'incertitude économique.

Le Nigéria devrait voir sa croissance baisser de 0,4 point de pourcentage en 2025 (contre 3,4% en 2024). Au niveau de l'Afrique du Sud, la croissance passerait de 0,6% en 2024 à 1,0% en 2025. Cependant, les tensions commerciales et les incertitudes politiques pourraient freiner la croissance à court et long terme.

L'inflation moyenne en Afrique devrait diminuer, passant de 18,7% en 2024 à 13,8% en 2025, en partie grâce à la baisse des prix de l'énergie, ce qui pourrait stimuler les marchés boursiers.

Les indices des principales places boursières africaines ressortent en hausse au cours du deuxième trimestre 2025 à l'exception de l'indice Mauricien. Les plus fortes hausses concernent l'indice NSE ALL SHARE du Kenya (+17,29%), le NGSE du Nigéria (+13,55%), le JSE ALL SHARE de l'Afrique du Sud (+8,79%), l'indice BRVM Prestige (8,72%), l'indice BRVM Composite (8,56%), l'indice BRVM 30 (7,82%), le TUNINDEX de la Tunisie (5,50%), l'indice MASI du Maroc (3,04%), l'indice EGX 30 de l'Egypte (+2,60%), et l'indice GSE COMPOSITE du Ghana (+0,49%). En revanche, l'indice SEM ALL SHARE de l'Île Maurice a terminé le semestre en baisse de 6,53%.

Graphique 5 : Evolution des indices boursiers africains au deuxième trimestre 2025



Source : BRVM-african-markets.com

III. Situation économique au niveau de la zone UMOA et du marché financier régional et perspectives

a) Situation économique

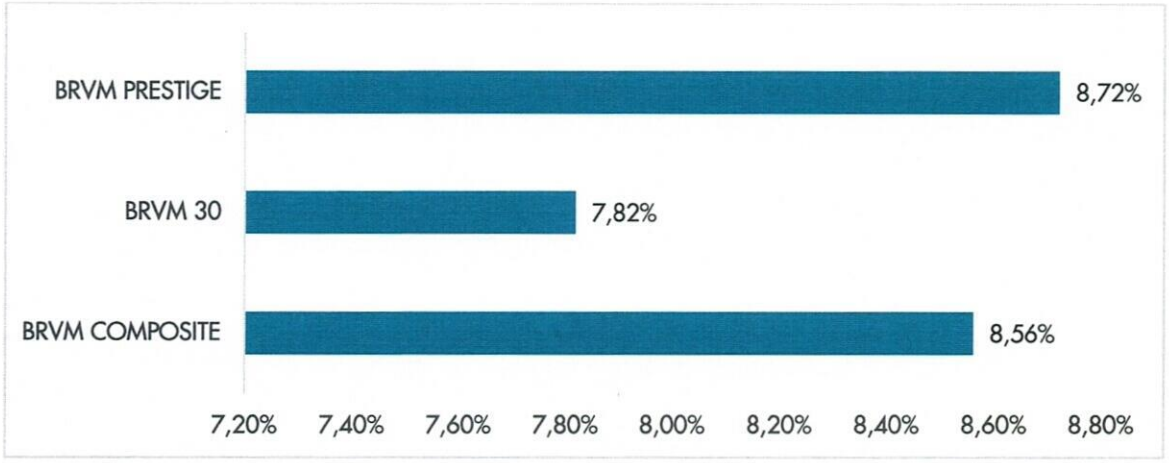
L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) affiche une croissance économique robuste, bien que modérée en 2025. Les prévisions indiquent une hausse du PIB de 6,4% à fin juin 2025, après une estimation de 7,0% au quatrième trimestre 2024. Pour l'année 2024, la croissance est estimée à 6,2%. Cette dynamique est principalement soutenue par des performances solides dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services, le transport et les BTP.

L'inflation est attendue à 2,2% pour l'année 2025, contre 2,6 % à fin décembre 2024. Dans un élan d'assouplissement, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, à l'issue de sa session du Comité de Politique Monétaire (CPM), le 04 juin 2025, d'abaisser de 25 points de base (pdb) ses deux (2) taux directeurs : à 3,25% pour les opérations d'open market et 5,25% pour le prêt marginal, soutenue par une baisse de l'inflation. En juin 2025, l'indice des principaux produits exportés a enregistré une baisse moyenne de 3,58%, en raison de la chute des prix de produits énergétiques comme le pétrole et le gaz naturel, de certains produits agricoles tels que le cacao, le café, le caoutchouc, l'huile de palme et le coton, ainsi que de certains métaux comme le zinc. Cependant, des hausses ont été observées pour l'or et les phosphates, atténuant partiellement cette baisse.

b) Tendance du marché financier régional

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) confirme son essor au cours du deuxième trimestre 2025. L'indice Composite a bondi de +8,56%, atteignant 312,04 points, le BRVM 30 a progressé de +7,82% pour se situer à 155,83 points et le BRVM Prestige est ressorti en hausse de +8,72%, clôturant à 132,51 points. La capitalisation boursière totale a enregistré une hausse de +5,32%, atteignant 22 436,67 milliards de FCFA, avec une progression du marché des actions de +11,60% et un repli du marché obligataire de 1,12%.

Graphique 6 : Evolution des indices de références de la BRVM au deuxième trimestre 2025



Source : BRVM

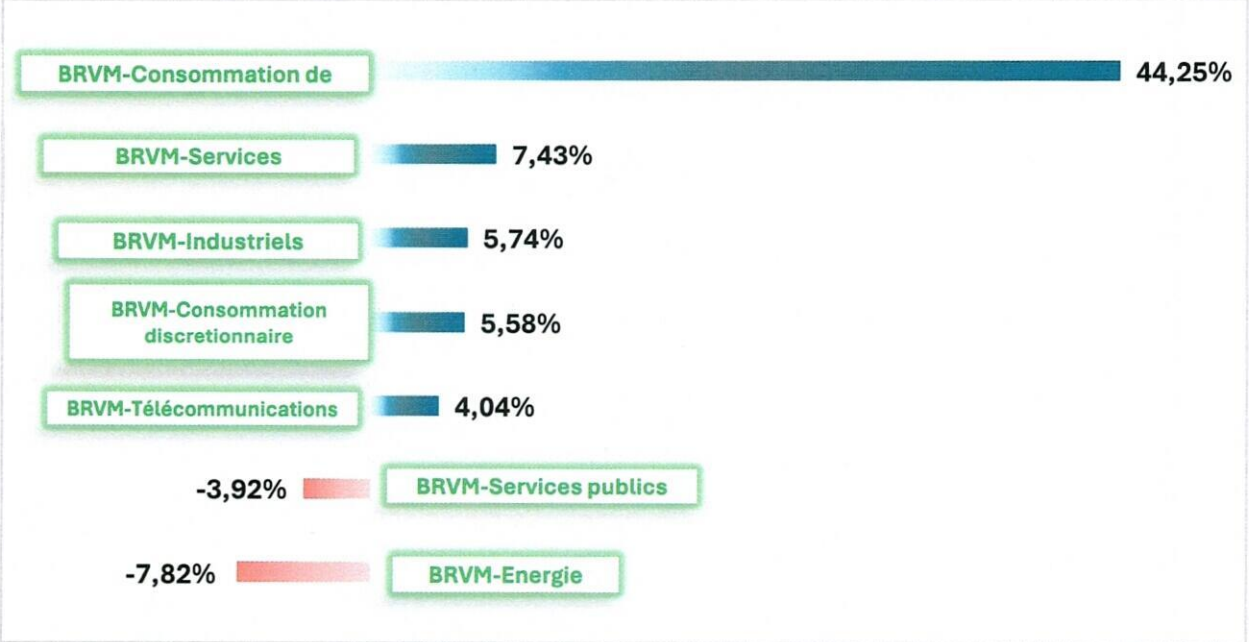
Graphique 7 : Evolution de la capitalisation boursière de 2021 au 30 juin 2025 (milliards FCFA)



Source : BRVM

Au cours du deuxième trimestre 2025, sur les sept (7) indices sectoriels, cinq (5) ont affiché des évolutions positives, notamment, l'indice BRVM Consommation de base qui ressort en hausse de 44,25%, l'indice BRVM Services financiers s'est apprécié de 7,43%, l'indice BRVM Industriels a progressé de 5,74%, l'indice BRVM Consommation discrétionnaire ressort en hausse de 5,58%, et l'indice BRVM Télécommunication est ressorti en hausse de 4,04%, alors que l'indice BRVM Services publics a baissé de 3,92%, et l'indice BRVM Energie a chuté de 7,82%.

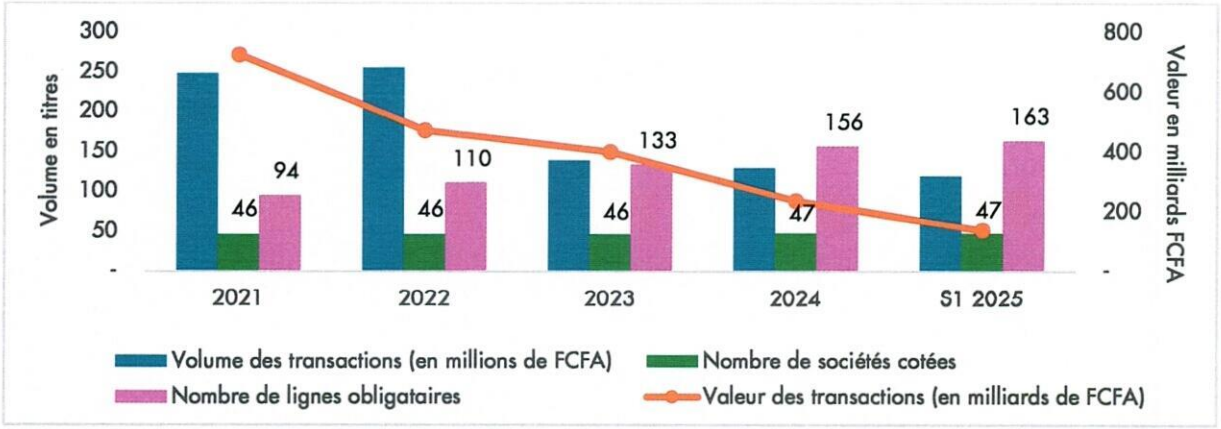
Graphique 8 : Evolution des indices sectoriels de la BRVM au deuxième trimestre 2025



Source : BRVM

Quant aux volumes et valeurs des transactions, ils s'élèvent à 119,08 millions de titres échangés pour une valeur de 135,74 milliards de FCFA à fin juin 2025.

Graphique 9 : Evolution du marché secondaire de 2021 au 30 juin 2025



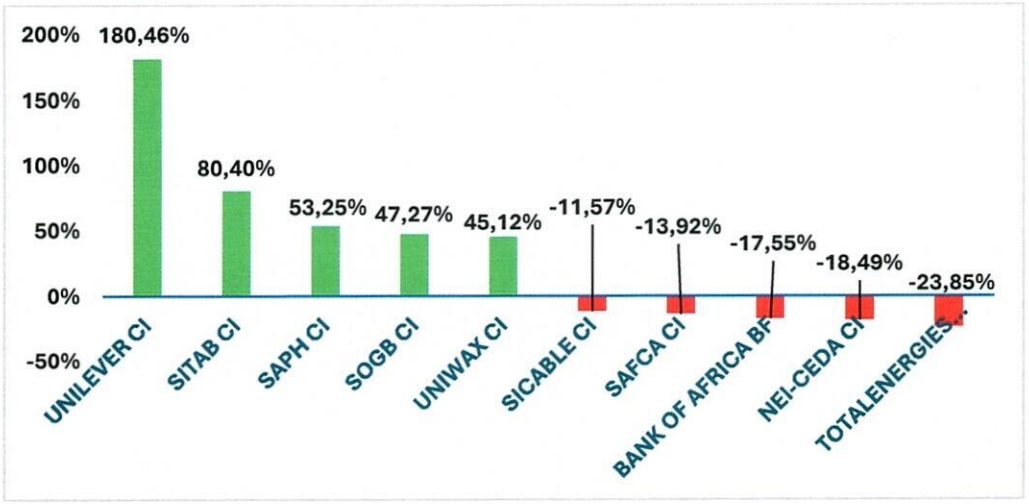
Source : BRVM

La valeur des transactions réalisées au 30 juin 2025 s'est établie à 135,74 milliards de FCFA avec une moyenne mensuelle de 22,62 milliards de FCFA. Cette réalisation a été principalement soutenue par les transactions du mois de juin 2025, avec notamment 24,12 milliards de FCFA échangés en treize (13) séances sur un total de 30,57 milliards de FCFA échangés au cours du mois. Au cours du deuxième trimestre 2025, le volumes des transactions était de 60,50 titres échangés pour une valeur de 78,39 FCFA.

Les cinq (5) plus fortes hausses au deuxième trimestre 2025 ont été enregistrées par UNILEVER CI (+180,46%), SITAB CI (+80,40%),

SAPH CI (+53,25%), SOGB CI (+47,27%), et UNIWAX CI (+45,12%), tandis que les cinq (05) plus fortes baisses sont affichées par TOTALENERGIES MARKETING CI (-23,85%), (NEI-CEDA CI (-18,49%), BANK OF AFRICA BF (-17,55%), SAFCA CI (-13,92%), et SICABLE CI (-11,57%).

Graphique 10 : Plus fortes variations au deuxième trimestre 2025



Source : BRVM

Depuis sa création en 1998 au 30 juin 2025, le marché financier de l'Union a permis de mobiliser un montant total d'émissions de 23 552 milliards de FCFA (35,9 milliards d'euros). Le marché compte au 30 juin 2025, cent soixante-trois (163) lignes obligataires cotées dont cent trente-quatre (134) émises par les Etats, seize (16) par le secteur privé et treize (13) par les institutions régionales. Les levées de ressources au cours de l'année 2024 s'élèvent à 1 862 milliards de FCFA (2,83 milliards d'euros) et restent dominées par les titres souverains avec un total de vingt-deux (22) émissions pour un montant total 1 224,59 milliards de FCFA (1,86 milliards €). Au 30 juin 2025, les ressources levées s'élèvent à 1 451,1 milliards de FCFA (soit 2 212,2 millions d'euros), dont 81,2% sont constituées de titres publics.

Graphique 11 : Evolution des levées de ressources



Source : AMF-UMOA

Au 30 juin 2025, le nombre d'acteurs sur le marché financier régional a atteint 316, en hausse par rapport à 302 à la fin de l'année précédente.

c) Perspectives du marché financier régional

Les perspectives économiques de l'Union sont globalement favorables, soutenues par une croissance robuste dans divers secteurs. Cependant ces projections demeurent sensibles aux aléas de la conjoncture internationale ainsi qu'aux évolutions socio-politiques et sécuritaires au sein de l'Union.

CONCLUSION

L'environnement macroéconomique mondial au deuxième trimestre 2025 reste marqué par une forte incertitude, alimentée par les tensions commerciales persistantes, les effets prolongés du conflit russo-ukrainien et le ralentissement généralisé de la croissance. Tandis que certaines banques centrales, comme la Banque d'Angleterre et la BCEAO, ont opté pour un assouplissement monétaire, d'autres ont maintenu leurs taux directeurs inchangés, traduisant des approches prudentes face à une inflation en repli mais encore présente.

Les marchés financiers ont montré une résilience contrastée selon les régions : les places boursières américaines et asiatiques ont bénéficié du rebond des valeurs technologiques, tandis que les marchés africains, bien que globalement en hausse, restent vulnérables aux chocs externes. En Afrique subsaharienne et dans la zone UEMOA, la croissance demeure positive mais fragile, soutenue par des secteurs clés et une inflation maîtrisée.

Dans ce contexte, les perspectives économiques mondiales pour 2025 appellent à une vigilance accrue, une coordination renforcée des politiques économiques et une adaptation continue aux dynamiques géopolitiques et commerciales. La stabilité des marchés et la relance de la croissance dépendront largement de la capacité des États et des institutions à répondre efficacement aux défis structurels et conjoncturels.